

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 191 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2997 - Prix : 1€

Raid au Venezuela Une extension de la guerre impérialiste

Taxation du rhum et
santé publique : qui
contrôle ?

Page 5

Crans-Montana :
40 morts pour que le
bar rapporte

Page 7

Iran : Une révolte qui
s'étend

Page 12

ÉDITORIAL

Raid au Venezuela : l'impérialisme américain étend la guerre

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, et dans la tradition des coups d'État fomentés par la CIA en Amérique latine et dans les Caraïbes, Trump a lancé un raid sur le Venezuela. Il a fait kidnapper Maduro, le président vénézuélien, et annoncé que les États-Unis dirigeront le pays jusqu'à nouvel ordre.

Les dirigeants des grandes puissances, qui sont tout aussi rapaces et impérialistes que les États-Unis sans avoir les mêmes moyens, ont entériné le coup de force.

Maintenant, l'équipe Trump menace la Colombie. Elle veut asphyxier économiquement Cuba pour que son régime tombe. Et elle reparle d'annexer le Groenland. Le continent tout entier doit se mettre au service des intérêts des capitalistes américains, et gare à ceux qui refuseront de baisser la main du maître : ils seront arrêtés sur une grotesque accusation, et envoyés croupir dans les geôles américaines jusqu'à la fin de leur vie !

Au Venezuela, c'est évidemment le pétrole qui intéresse la bourgeoisie américaine. Le pays possède les plus grandes réserves mondiales d'or noir, et l'oncle Sam ne supporte pas qu'elles lui échappent. Quand Trump affirmait le mois dernier « ils nous ont pris notre pétrole, nous voulons le récupérer », c'était clair. Pour le pétrole, la première puissance impérialiste du monde est prête, une fois de plus, à déstabiliser un pays si ce n'est une région entière et à entraîner les peuples vers la guerre.

Au-delà du pétrole, Trump veut reprendre en main le continent américain pour contrer la concurrence de la Chine, devenue le premier partenaire commercial de l'Amérique latine. Avec ce coup de force militaire, Poutine et Xi Jinping sont avertis : le gouvernement américain est prêt à tout. Il est à la tête du pays le plus riche du monde et de l'armée la plus puissante, il veut que ce soit lui et nul autre qui régente le monde.

Car il s'agit bien du monde, et pas seulement de l'Amérique ! Ukraine, Palestine, RDC, Syrie, Iran... le shérif de la Maison Blanche entend imposer partout les intérêts de la bourgeoisie américaine. Alors que des régions entières sont déjà à feu et à sang, et que le monde entier est un baril de poudre, Trump menace et éructe, allumettes en mains. Le monde avance à grands pas vers une déflagration généralisée.

Tandis que Macron a joué les larbins en chef, les dirigeants européens ont protesté mollement, expliquant que ce n'est pas une façon de faire. Et ils ont hypocritement appelé au respect du droit international et à l'ONU, comme si cela avait déjà arrêté une guerre !

L'ONU est depuis toujours l'antre des plus grands brigands de la planète. Elle a servi à entretenir une fiction, celle d'un ordre pacifique respectueux des nations et des peuples. Elle a fait croire qu'il en était fini des putschs et des expéditions militaires fomentés par les grandes puissances, qu'il en était fini des annexions et des colonies.

Quelle sinistre blague ! L'ordre colonial n'a disparu que pour laisser la place à l'impérialisme et à ses interventions militaires permettant aux pays capitalistes développés, États-Unis et vieilles puissances européennes en tête, de continuer de pomper les richesses des pays pauvres.

Les Irakiens, les Libyens, les Afghans, les Palestiniens et nombre de peuples d'Afrique et d'Asie ont subi le talon de fer de l'impérialisme, souvent dans le cadre du prétendu droit international et de l'ONU. Leurs villes ont été bombardées, leurs familles décimées et leurs conditions de vie renvoyées des décennies en arrière. Ces dernières années, la guerre s'est-elle arrêtée, pour eux, ne serait-ce qu'un seul jour ?

Ce qui se passe au Venezuela, en Ukraine, à Gaza préfigure ce qui va nous arriver à nous aussi. Car tant que l'on vivra sous le capitalisme, avec la propriété privée, les lois du marché et de la concurrence, nous aurons la guerre.

Aujourd'hui, les événements se précipitent parce que la guerre économique entre les géants que sont les États-Unis et la Chine est plus féroce que jamais. L'impérialisme américain se fait plus cynique, plus cupide, plus agressif. L'aboutissement ne peut être que la guerre généralisée.

Trump pour rester le maître du monde et Poutine ou Xi Jinping pour défendre leur pré-carré n'ont pas de limites. Ils sont capables de détruire l'humanité. Ils ne s'arrêteront que sous la pression de leurs peuples, quand ils en seront à craindre les travailleurs, quand ils auront peur que ces derniers les renversent, eux et leur système capitaliste qui est à la base de l'impérialisme.

Nathalie Arthaud

LEUR SOCIÉTÉ

Épargne salariale : un tour de passe-passe

Le gouvernement a trouvé un nouveau moyen de prétendre augmenter le pouvoir d'achat des salariés sans que cela coûte un centime aux patrons : le déblocage de l'épargne salariale.

Les salariés gagnant jusqu'à deux fois le smic pourraient ainsi récupérer en 2026 jusqu'à 2 000 euros sur cette épargne, alors que les sommes qui y sont placées sont normalement bloquées pendant cinq ans. Ces plans d'épargne salariale sont alimentés par

les primes liées aux résultats de l'entreprise que les travailleurs choisissent de placer plutôt que de les toucher immédiatement.

L'idée de ce remède miracle revient à Serge Papin, ministre délégué aux PME et au pouvoir d'achat, et ancien PDG de l'enseigne de grande distribution Système U. Il est à ce titre sensible aux lamentations des commerçants, qui se plaignent du fait que les clients dépensent de moins en moins dans leurs magasins faute d'argent. Mais il n'en respecte pas

moins la ligne rouge du patronat qui ne veut pas entendre parler d'augmentations de salaires. Alors, quoi de mieux que d'inciter des travailleurs à puiser dans leur épargne en leur faisant miroiter que les sommes qui leur seront ainsi versées seront défiscalisées.

Faire cadeau à une toute petite partie des salariés de l'argent qu'ils ont déjà gagné, pour prétendre améliorer le sort de tous, il fallait y penser !

Assurances : les casseurs ne sont pas ceux qu'on croit

Le gouvernement a déposé un amendement au projet de budget, dont la discussion reprend, qui imposerait aux assurances une taxe « casseurs ». Il s'agirait de les forcer à inclure dans leurs contrats le risque d'émeute.

Cette taxe « casseurs » serait instaurée sur tous les contrats habitation, auto et entreprises, afin d'abonder un fonds de mutualisation dans lequel piocher en cas de besoin, un peu comme pour le régime de catastrophe naturelle. Les assureurs ont aussitôt réagi en dénonçant l'État, incapable de garantir le maintien de l'ordre et faisant payer son in-

compétence aux autres. Le gouvernement, de son côté, joue au protecteur des collectivités, qui ont de plus en plus de mal à s'assurer auprès des compagnies d'assurances, à l'activité pourtant très rentable : les principales ont engrangé 18,1 milliards d'euros de profits en 2024.

Les assureurs d'un côté et l'État de l'autre se renvoient aussi la balle. L'État voudrait se décharger du coût des reconstructions après des émeutes ou des révoltes, comme celles qui ont eu lieu en Nouvelle-Calédonie par exemple, ou bien en métropole après l'assassinat de Nahel en 2023. D'ailleurs, une clause de l'amendement exonère l'État de sa

responsabilité dans d'éventuelles émeutes. Les compagnies d'assurances, de leur côté, redoutent une mesure qui pourrait écorner leurs profits. Néanmoins, si elles étaient contraintes d'accepter le dispositif, elles pourraient toujours augmenter les cotisations et se payer sur les assurés, et si l'État devait payer, il le ferait avec l'argent public quitte à augmenter les impôts des travailleurs.

Émeutes ou catastrophes naturelles, les profits des assureurs sont incassables.



Prendre sur les profits, pas dans la caisse de retraite

La diminution du prix de l'abonnement à l'électricité annoncée par le gouvernement est financée par la baisse de l'une des taxes prélevées par l'État sur les contrats, la CTA (contribution tarifaire d'approvisionnement).

Or, la CTA contribue au financement du régime de retraite des électriciens et gaziers ayant été embauchés avant la disparition des ré-

gimes spéciaux imposée par la réforme de 2023.

Depuis, les nouveaux embauchés n'y cotisent plus, puisqu'ils sont au régime général. Le nombre de cotisants diminue donc au fur et à mesure des départs en retraite.

La décision de faire peser la baisse sur les comptes de la caisse de retraite est d'autant plus scandaleuse qu'EDF ne manque pas de moyens,

avec 11,4 milliards de bénéfices en 2024 et 5,4 milliards au premier semestre 2025. La production d'électricité en France est au plus haut, les centrales nucléaires tournent à plein régime et les exportations battent des records.

Capables d'affirmer tout et son contraire

Pas gêné pour deux sous, Lescuré, le ministre de l'économie, a justifié sa décision en expliquant au Parisien que la caisse de retraite des IEG était bénéficiaire.

Tiens, tiens, n'est-ce pas Macron et son staff qui nous ex-

pliquait il y a quelques années qu'il fallait mettre fin aux régimes spéciaux de retraite, dont celui des IEG, parce qu'ils coûtaient de l'argent au budget de l'État ?

En fait, c'est l'inverse, celui des IEG contribue à l'équilibrer !



Crise agricole : concurrence et loi de la jungle

Les agriculteurs ont repris leur mobilisation et leurs barrages en France contre la gestion de la crise sanitaire due à la dermatose nodulaire bovine (DNC) et contre la prochaine signature du Mercosur par l'Union européenne.

Face à la DNC, les syndicats de la Confédération paysanne et de la Coordination rurale réclament toujours une modification du protocole gouvernemental et une vaccination plus systématique, ce que refuse la FNSEA, syndicat contrôlé par les plus gros agriculteurs. En effet, une vaccination systématique rendrait plus difficile l'exportation de bovins ou de leur viande sur le marché international et pourrait faire baisser les prix de vente.

En cette rentrée de janvier, la FNSEA mobilise davantage ses troupes mais dénonce surtout la mise en œuvre du traité de libre-échange avec les pays du Mercosur et la concurrence qui pourrait en découler pour les producteurs de viande bovine, de volaille, de sucre ou d'huile. Cette mobilisation est révélatrice des contradictions qui taraudent le monde agricole, soumis au marché



capitaliste international, mais aussi des relations entre l'État, les différents syndicats agricoles et le puissant secteur de l'agro-industrie.

Malgré ses contorsions, le gouvernement est incapable de protéger les agriculteurs les plus fragiles de la menace la plus dangereuse : les lois de la jungle d'une économie capitaliste dans laquelle les plus gros mangent les petits. Si chaque année certains agriculteurs sont poussés à la faillite, et parfois au suicide parce qu'ils n'arrivent plus à rembourser leurs emprunts, ce n'est pas à cause du Mercosur ou de l'Union euro-

péenne. Ceux qui imposent leurs diktats, qui fixent les prix du lait ou de la viande, s'appellent Lactalis, Bigard ou Leclerc. Ce sont des capitalistes bien français et ils sont les principaux bénéficiaires de la mondialisation dont ils contribuent à fixer les règles.

Les agriculteurs, commerçants, artisans et autres fractions de la petite bourgeoisie n'échappent pas davantage que les travailleurs aux griffes du capital. Mais plutôt que de dénoncer, les démagogues syndicaux ou politiques préfèrent accuser l'étranger de tous les maux.

Taxation du rhum et santé publique : qui contrôle ?

Même pas encore débattu à l'Assemblée pour cause de loi spéciale, un amendement du Sénat dans le projet de loi de finances portant sur la taxation du rhum à La Réunion, provoque des réactions politiques qui peuvent sembler prises à fronts renversés.

L'auteur de cet amendement Stéphane Fouassin, médecin généraliste et sénateur réunionnais de droite dit vouloir répondre à un problème de santé publique : l'île est une des régions françaises les plus touchées par l'alcoolisme.

Aussitôt la présidente de la Région Huguette Bello, proposée par la NUPES l'an dernier à Macron comme première ministre, s'est publiquement élevée contre une mesure qui, selon les patrons de la filière augmenterait de 8 euros le litre de rhum local et risquerait de détourner les consommateurs vers les alcools importés, au détriment de la production locale. Au nom des intérêts « d'un pilier de l'économie réunionnaise » elle demande au ministre de l'Économie de ne pas retenir cet amendement dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026.

Piqués au vif, le président de droite du conseil départemental, qui soutient une taxe qui abonderait le budget départemental concurremment à celui de la Région, et son ami Fouassin, disent réécrire l'amendement pour viser les alcools importés et éviter une distorsion de concurrence. « *On veut travailler avec les producteurs locaux justement pour trouver des solutions pour pouvoir ainsi faire une augmentation sur ces alcools forts, taxer un peu plus ce qui est importé et trouver des solutions progressives sur les alcools forts locaux* ». Un discours qui fait écho aux propos alarmistes du syndicat professionnel La Réunion des Rhums : « *La filière du rhum de La Réunion,... joue ici tout simplement sa survie* ». Alors que le sucre et le rhum font partie des trois premiers produits les plus exportés de La Réunion...



Pendant que droite et gauche cherchent l'accord pour voler au secours des patrons, le docteur David Mété, médecin addictologue et président de la Fédération régionale d'addictologie de La Réunion, met les pieds dans le plat et s'est insurgé dans une tribune publique contre « *Une présidente de Région en service commandé des Barons du rhum* ». « *Ce n'est pas une chance d'avoir la dose d'alcool la moins chère de France pour La Réunion avec les autres DROM : c'est une inégalité majeure de santé publique* », écrit-il en rappelant que « *l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) précise que la fiscalité sur l'alcool est le meilleur outil de lutte contre l'alcoolisme* ».

À La Réunion le prix relativement bas du rhum explique qu'il soit l'alcool le plus consommé dans les classes populaires (10 % de la population consomme près de 70 % de l'alcool vendu) majoritairement ces alcools locaux bas de gamme, bon marché, dérivés de la canne.

La consommation d'alcool est la cause de 450 décès en moyenne chaque année : accidents de la route, violences intra-familiales et de voisinage, maladies hépatiques, etc. sans compter les troubles liés à l'alcoolisation foetale qui concernent environ 150 nouveau-nés par an. Les racines du mal plongent dans la précarité, le chômage, le manque de perspective, les conditions de travail éreintantes.

Tout un chacun connaît ces méfaits qui percutent la société. Aussi la

position de la représentante de la gauche laisse bien de ses soutiens sans voix tandis que la démarche de la droite, apparaissant soutenir des mesures de santé publique, est approuvée.

Pourtant cette fausse opposition entre politiciens ne doit pas nous abuser. En premier lieu, ils se bousculent pour apporter leur soutien aux responsables du pourrissement de la société que sont les capitalistes spéculateurs et licencieurs. Il est significatif que Bello n'ait pas eu un mot contre les parasites de la Case à Pains qui viennent de jeter 170 travailleurs à la rue.

Et puis, de la droite à la gauche, les responsables politiques s'accordent pour imposer des taxes sur l'utilisation desquelles nous n'avons aucun contrôle. Les associations et les médecins qui mettent en permanence en avant leurs besoins non satisfaits pour la prévention à toutes les addictions, en savent quelque chose : leurs budgets restent dramatiquement à sec tandis que sont préservés les profits des alcooliers et autres marchands de canons.

Prendre sur ces profits et les contrôler en les mettant au service d'une société plus juste ne peut se faire que par la mobilisation consciente de la population et des travailleurs contre le système d'exploitation capitaliste. A condition qu'ils se libèrent de tous les boulets qui entravent leur prise de conscience au nombre desquels l'alcoolisme est en bonne place !

NRL : « chemin galisé » pour les capitalistes du BTP

Le 31 décembre dernier, le tribunal administratif de Bordeaux a condamné la Région Réunion à verser 856 995 euros aux capitalistes du BTP dont Vinci et Bouygues, en dédommagement pour les travaux du viaduc en mer. Au total, depuis 2020, ce sont 15 millions d'euros d'argent public qui sont allés grossir leurs profits.

Dès 2017, s'estimant lésés par les nombreux soubresauts : importation de roches massives depuis Madagascar, opposition des riverains à la construction de carrières d'exploitation, contraintes engendrées par des dauphins, baleines à bosses ou des oiseaux marins etc. le consortium (Vinci Construction Grands Projets, Bouygues Travaux Publics, Dodin

Campenon Bernard et Demathieu Bard Construction) qui est intervenu sur le chantier de la NRL a intenté procès sur procès afin d'obtenir ce qu'il considère comme un manque à gagner. Ces capitalistes ont réclamé jusqu'à un milliard d'euros.

Ainsi, au fil des procès gagnés, la Région aura payé, en plus des soldes à l'amiable de certains éléments de contentieux, environ 15 millions d'euros à ces entreprises qui ont trouvé le moyen de faire cracher la Région... sans faire de travaux !

Mais ces requins du béton et du bitume ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Ils réclament encore 24,91 millions d'euros pour un soi-disant préjudice subi à cause de la pandémie du Covid-19 et 6,44 millions d'euros pour celui lié aux blocages des Gilets Jaunes.

Le tribunal devra aussi se prononcer sur le marché de la route en digue qui a finalement été abandonné au profit du viaduc en mer.

Initialement estimé à 1,66 milliard d'euros, le coût final de la NRL pourrait atteindre 2,5 milliards (pour 12,3 km de route !), essentiellement financés par le conseil régional et l'État.

Tous les moyens sont bons. Dans l'aimable secret du cercle restreint des patrons et d'élus politiques ou devant les tribunaux les capitalistes imposent leur loi inique du profit.

Preuve que pour leur faire rendre gorge les travailleurs ne peuvent compter que sur la force de leur lutte collective avec la conscience de la nécessité d'exproprier les profiteurs.

Macron et Trump : entre bandits, on se comprend

Suite au kidnapping de Maduro, Macron a déclaré que le peuple vénézuélien ne pouvait que « se réjouir », ce qui revenait à apporter un soutien total à Trump.

Quelques jours plus tard, Macron a fini par émettre quelques réserves en déclarant que « la méthode utilisée » n'était « ni soutenue ni approuvée par la France ». Il faut dire que les autres chefs d'État européens, tout en étant solidaires de Trump, avaient pris la peine de rappeler leur attachement au « droit international » et à la « souveraineté » du Venezuela.

Macron a rectifié le tir en paroles pour faire moins mauvaise figure. En tant que chef d'un État impérialiste, il est en effet bien placé pour savoir que la défense des intérêts capitalistes dans le monde ne doit pas s'embarrasser de scrupules. Le fameux « droit international » est écrit par les plus grandes puissances, et c'est en conformité avec lui que, le 3 janvier, quelques heures après la capture de Maduro, l'armée française a bombardé le centre de la Syrie, près de Palmyre, en collaboration avec celle du Royaume-Uni.

Sauver la démocratie afin de préserver la paix



Concernant le « respect de la souveraineté » des États, l'État français a des siècles d'expérience en matière d'ingérence, de violence à l'égard des pays pauvres et même de capture et de déportation de dirigeants nationalistes – une méthode récurrente de l'armée française, de la déportation de Toussaint Louverture en 1802 pour briser la révolte haïtienne au détournement en 1956 d'un avion transportant cinq cadres du FLN algérien pour les emprisonner en France, ou encore, tout récemment, l'emprisonnement du nationa-

liste kanak Christian Tein en métropole, à des milliers de kilomètres de chez lui. Asservir un pays pour y trouver des marchés et des débouchés est le principe même du colonialisme, dont la France fut une championne pendant plus d'un siècle. Aujourd'hui, la seule différence avec les Etats-Unis réside dans la capacité d'action et la puissance. À cet égard, on comprend que la première réaction d'Emmanuel Macron était sans doute la plus sincère.

Crans-Montana : 40 morts pour que le bar rapporte

Les 40 morts et 116 grands brûlés victimes de l'incendie du bar Le Constellation à Crans-Montana le 1er janvier ne sont pas victimes de la fatalité.

Ces victimes sont celles de deux patrons français, avides de faire de l'argent à tout prix, quitte à mettre en jeu la vie de leurs clients ; mais le drame est aussi le résultat de la complaisance des autorités locales chargées de veiller aux règles de sécurité.

Les faits sont accablants. Espace accueillant plus de 400 personnes sans respecter les règles de sécurité établies en Suisse, plafond tapissé d'un produit connu pour être aussi

inflammable que l'essence et produisant des gaz hautement toxiques, absence d'issues de secours répondant aux normes imposées, absence d'alarme incendie et d'extracteurs de fumées, d'extincteurs, etc. Et que dire des autorités de Crans-Montana, une des stations les plus luxueuses de Suisse, qui depuis des années, alors qu'elles ont la responsabilité de veiller aux normes de sécurité, ont laissé faire ? Le président du conseil communal de Crans-Montana a dû reconnaître au moins « des manquements » lors d'une conférence de presse.

Tout était ainsi réuni pour la survenue d'une catastrophe, comme d'anciens employés de ce bar-dan-

cing en ont témoigné. Mais dans ce monde où l'argent est roi, le fait de posséder quelques millions de francs suisses, d'euros ou de dollars, donne droit d'ouvrir un tel établissement au mépris de la vie des clients. Une bonne partie des victimes sont des enfants de familles fortunées, mais cela n'a rien changé. Il fallait avant tout que Le Constellation rapporte à ses propriétaires !

Correspondance inquiétante, le drame survient au moment même où, en France, est publié un décret qui annule une partie des obligations de sécurité concernant les établissements accueillant du public !

DANS LES ENTREPRISES

GHER

Au GHER, le travail de sape de la direction ne connaît pas de trêve.

Cette année, la direction prévoit de supprimer pas moins de 17 ETPR (Equivalent Temps Plein Rémunéré). Sa politique d'austérité met en difficulté l'organisation de nombreux services et épouse les agents, notamment les ASHQ (agent des services hospitaliers) et les brancardiers.

En effet, un ASHQ se retrouve souvent seul à assurer le bio nettoyage de tout un bloc opératoire ; de même un brancardier sur deux, voire sur trois, pour tout l'établissement, provoquant des retards de programme au bloc, dans les transferts dans les unités de soins ou vers le service d'imagerie.

La direction du GHER soigne... son image

En septembre 2024, le directeur du GHER a inauguré, en présence du maire Selly et du député Ratenon, « l'Espace Parenthèse », un « espace dédié au bien-être du personnel », censé favoriser « la détente et la

La saignée continue



Le rappel des agents en congé pour venir remplacer au pied levé ceux en arrêt maladie est devenue monnaie courante au point d'enfreindre la législation sur le temps de travail avec des semaines dépassant régulièrement les 42 heures.

C'est cela le « projet social » et la Qualité de Vie et Conditions de Travail (QVCT) ?

Tout ce qu'on souhaite à la direction du GHER, c'est une bonne année... pleine de luttes des travailleurs !

récupération des équipes », etc.

Mais avec la réduction de personnel, les soignants n'ont pas vraiment le temps de profiter de cette parenthèse pour souffler.

La direction croit-elle que le « co-

con de sieste » ou le « fauteuil massant » feront oublier les journées de travail exténuantes et le manque d'effectifs ?

VENEZUELA

L'impérialisme veut un régime aux ordres

Après le rapt du président vénézuélien, Trump a expliqué clairement son objectif : « Nous allons nous installer là-bas et gérer les affaires... nous allons installer nos plus grandes entreprises pétrolières et faire de l'argent pour le Venezuela. »

Selon l'Agence internationale de l'énergie, le sol vénézuélien renferme plus de 300 milliards de barils de pétrole, 17 % des réserves mondiales, de quoi effectivement attiser la convoitise de Trump. Les majors ont pu profiter de ce pactole pendant la plus grande partie du 20e siècle. Au début des années 2000, Chavez voulut leur imposer un contrôle majoritaire de l'État, ce que refusèrent ConocoPhillips et ExxonMobil. Ces compagnies partirent en 2007 et leurs biens sur place furent expropriés, tandis que Chevron restait. Chavez, élu en 1999, prit alors le contrôle politique de PDVSA, la compagnie pétrolière du Venezuela. Pour la première fois la manne pétrolière servit à l'État pour nourrir, soigner et éduquer la population la plus pauvre. Loin d'être une politique « socialiste » remettant en cause le capitalisme, celle de Chavez et de Maduro se bornait à affirmer une indépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain. Le régime s'appuya pour cela sur une alliance avec Cuba, avec la Bolivie d'Evo Morales... puis dernièrement avec la Chine.

Pourtant, malgré le nationalisme des dirigeants chavistes, la présence



américaine au Venezuela n'a jamais cessé. La compagnie Chevron, qui, malgré les sanctions, bénéficie d'une dérogation, y produit en ce moment 150 à 200 000 barils par jour.

Récemment, les officiels vénézuéliens ont fait des offres aux États-Unis leur proposant de renforcer leur présence. Mais Trump ne veut pas dépendre de la volonté et des décisions d'un État qui selon lui tient tête aux États-Unis depuis bien trop longtemps.

Pour organiser le rapt de Maduro, Trump a pu parier sur l'impopularité de son pouvoir, de plus en plus dictatorial. Et c'est un fait que la chute des cours mondiaux en 2014, puis les sanctions américaines, le quasi-embargo et le gel des actifs de PDVSA ont eu des conséquences catastrophiques, provoquant en particulier l'hyperinflation et l'explosion de la pauvreté.

Arrêter Maduro s'est avéré possible, mais après ? Dominer à

distance un pays comme le Venezuela est bien moins simple et, pour le moment, Trump semble avoir choisi, faute de mieux, de se servir de l'équipe dirigeante déjà en place tout en lui braquant un revolver sur la tête. Delcy Rodriguez pourrait avoir le soutien de la couche de privilégiés qui soutenait jusque-là le régime de Chavez et Maduro.

La bourgeoisie vénézuélienne, mais aussi une partie des près de 8 millions de Vénézuéliens qui ont quitté le pays, se réjouissent sans doute du rapt de Maduro. Mais la majorité de la population, qui subissait pourtant une dictature de plus en plus dure, ne peut guère s'attendre à une quelconque amélioration de son sort venue des États-Unis, alors que déjà Trump menace le gouvernement de gauche de la Colombie voisine et Cuba de nouvelles interventions militaires.

Trafic de mensonges

de la drogue.

Déjà en 2020, sous le premier mandat de Trump, la justice américaine l'avait mis en examen pour tra-

fic de drogue. Plus récemment, pour justifier ses multiples pressions sur le Venezuela, Trump et son gouvernement ont alourdi leurs accusations en

prétendant que Maduro était à la tête du cartel « *los soles* » ; les soleils étant les étoiles des généraux vénézuéliens supposés être aussi des trafiquants.

Cette accusation est si ridiculement fausse que sitôt Maduro mis en prison à New York, l'accusation a laissé tomber cette histoire de cartel. Le reste de la procédure judiciaire lancée à son encontre est tout aussi grotesque : la Justice américaine veut poursuivre ce chef de l'armée vénézuélienne pour possession d'armes automatiques...

Pour justifier le rapt de Maduro et

de sa femme, les États-Unis l'accusent d'avoir provoqué la mort de centaines de milliers d'Américains par l'exportation de cocaïne. Mais l'essentiel de cette drogue est produit en Colombie, et non pas au Venezuela, et elle rentre illégalement sur le territoire américain via le Mexique. Le fentanyl, qui fait actuellement des ravages, vient surtout d'Asie. Quant aux overdoses massives qui ont fait récemment baisser l'espérance de vie aux États-Unis, elles ont été principalement provoquées par les opioïdes fabriqués et commercialisés légalement par des firmes pharmaceutiques américaines dans les décennies 2000 et 2010.

Conscient de la légèreté de son dossier, l'État américain a donc rajouté à l'accusation de trafic de narcotiques, celle de terrorisme, faisant de Maduro un dangereux « *narcoterroriste* ». Chacun l'aura compris, le dossier judiciaire justifiant le raid sur Caracas n'est qu'un habillage pour la galerie de l'accentuation bien réelle des pressions que l'impérialisme américain exerce sur le Venezuela pour en faire sa chose.

AMÉRIQUE LATINE

Une chasse gardée

Les États-Unis ont fait de l'Amérique du Sud leur chasse gardée depuis le début du 20e siècle. La politique guerrière de Trump poursuit, avec son style particulièrement brutal et cynique celle de ses prédécesseurs en particulier pendant la guerre froide, qui n'ont cessé de soutenir ou de mettre en place des régimes à leur botte.

De l'invasion du Guatemala en 1953 à celle du Panama en 1989, des coups d'État fomentés par la CIA au Chili en 1973 et en Argentine en 1976, à la liquidation physique, partout, des opposants de gauche, l'impérialisme américain n'a cessé d'affirmer par la force sa domination sur tout le continent.

Mais les interventions américaines ne se sont pas limitées à l'Amérique latine. En tant que principale puissance impérialiste, les États-Unis ont mené de nombreuses opérations, seuls ou sous couvert de coalitions, en particulier au Moyen-Orient ces dernières années : ainsi la première Guerre du Golfe en 1990, puis l'invasion de l'Afghanistan en 2001, l'intervention en Irak en 2003 pour abattre leur ancien allié Saddam Hussein. Il s'agit à chaque fois de lutter contre des régimes qui ont pour défaut, non pas d'être des dictatures –



cela, les puissances impérialistes l'admettent parfaitement – mais de vouloir prendre trop d'indépendance, politique et économique.

Aujourd'hui, l'intervention contre le Venezuela se déroule dans un contexte nouveau, celui de l'intensification de la guerre commerciale, en particulier contre la Chine. Depuis les sanctions américaines contre le régime de Maduro, la Chine a considérablement accru sa présence. Elle détient une part majeure de la dette publique vénézuélienne et achète 80 % du pétrole fourni par PDVSA, la compagnie pétrolière appartenant à l'État vénézuélien. La presse parle de 600 accords commerciaux, dans le secteur minier, l'électricité, les communications, les transports, mais aussi pour financer la modernisation des champs pétroliers et des infra-

structures.

Plus généralement, l'influence de la Chine en Amérique du Sud progresse. Les échanges commerciaux sont passés de 10 milliards de dollars en 2000 à 518 milliards en 2024.

L'intervention des États-Unis au Venezuela est ainsi un avertissement et un rappel, adressé non seulement à ce pays à l'heure où des régimes comme ceux de Colombie ou du Brésil, sans parler de Cuba, voudraient diversifier leurs relations et afficher une politique indépendante : pour Washington, l'Amérique latine, et en fait tout le continent américain, doit rester une chasse gardée. Trump envoie, en particulier à la Chine, un message affirmant qu'elle n'a rien à faire dans ce qui doit être la zone d'influence exclusive des États-Unis.

Le prochain sur la liste ?

Quelques heures à peine après son coup de force au Venezuela, Trump s'est donné deux mois pour « s'occuper » du Groenland. Et un de ses aides de camp de renchérir, affirmant que « personne ne va se battre militairement avec les États-Unis pour l'avenir du Groenland ».

L'impérialisme américain, et pas seulement Trump et son équipe, a depuis longtemps les yeux tournés vers cette île grande comme l'Europe de l'ouest mais peuplée seulement de 57 000 habitants, et, au-delà, vers l'Arctique. La fonte des glaces consécutive au réchauffement climatique libère des possibilités d'exploitation minière et des voies maritimes. Dans les passages libres de glaces, contourner par le nord le continent américain ou le continent eurasia-tique devient possible et permet d'économiser près de la moitié du trajet Asie-Europe et Asie-New York.

Aujourd'hui l'expédition n'est pas sans risque. En septembre 2025 un cargo néerlandais de 172 mètres s'est échoué au nord du Canada et il avait fallu deux brise-glace pour le sortir de ce mauvais pas. Mais chaque grande puissance n'en place

pas moins ses pions et prépare le dégel. Les États-Unis se portent quant à eux acquéreurs, voire accapareurs du Groenland.

Le Groenland fait juridiquement partie de l'Union européenne en tant que territoire autonome du Danemark. Face aux prétentions de Trump, les gouvernements français, allemand, britannique etc., ont donc renouvelé leurs protestations et les rappels au droit international, au respect des traités, à la bonne amitié entre Occidentaux etc. Rien n'y fait alors que les États-Unis veulent le contrôle de cette route maritime et sont prêts pour cela à s'emparer du Groenland, voire à contraindre le Canada à devenir un de leurs états fédérés. De plus, en cas de conflit généralisé, le Groenland constituerait, encore plus que lors de la Seconde Guerre mondiale, une base avancée indispensable pour les États-Unis, ce que leur état-major souligne à l'envi. Pour les généraux comme pour Trump, dominer le Groenland est donc aussi, une question de « sécurité nationale ».

La réaction des États européens a tout de l'aveu de faiblesse comme le montre, par exemple, la politique danoise. Le jour même où Trump re-



nouvelait ses menaces, l'armée danoise signait un contrat pour l'achat, le maniement et la maintenance de trois avions de surveillance maritime et militaire avec... les États-Unis. Les dirigeants européens ne craignent sans doute pas d'être traités comme le vénézuélien Maduro et traînés devant un tribunal étatunien sous quelque accusation fantaisiste. Mais ils ont tout simplement conscience que l'impérialisme américain est le plus fort et que, qu'ils le veuillent ou non, ce qu'il désire s'accomplira.

ARABIE-ÉMIRATS

Combat entre chiens de garde

Le 2 janvier, l'Arabie saoudite a bombardé, dans la province d'Hadramaout et la région de Mahra, au Yémen, des bases où se sont établies des milices du Conseil de transition du Sud (STC) qui combattent pour le rétablissement d'un État indépendant au Sud-Yémen. Le bilan de ces bombardements serait de 20 morts et d'une vingtaine de blessés.

Ces milices qui sont la cible du pouvoir saoudien sont armées et financées par les Émirats arabes unis,

puissance rivale dans la région. Or l'Arabie saoudite a toujours considéré le Yémen, avec lequel elle a 1 770 kilomètres de frontière, comme sa chasse gardée. Cela est d'autant plus important que, du fait de sa position géographique, il contrôle le détroit de Bab el-Mandeb par lequel transite le quart du pétrole mondial.

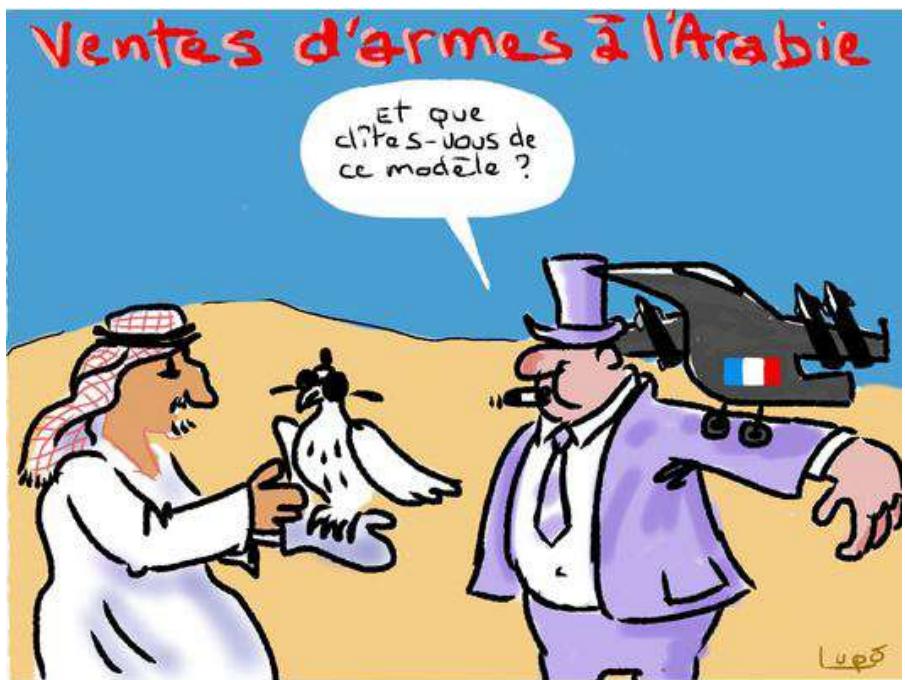
En 2015, quand l'Arabie saoudite a déclenché la guerre au Yémen, les Émirats arabes unis étaient partie prenante de sa coalition mais cette

bonne relation entre l'Arabie saoudite et les Émirats s'est peu à peu dégradée. Depuis des mois, ces deux puissances régionales, toutes deux alliées de l'impérialisme, s'affrontent par bandes armées interposées, en particulier au Soudan. Ce pays est plongé dans une guerre sanglante qui a éclaté au grand jour en 2023, opposant l'armée officielle, soutenue et armée par l'Arabie saoudite et l'Égypte, aux milices du général Hemetti, les Forces de soutien rapide

(FSR), soutenues et armées par les Émirats. Après que ce conflit entre bandes militaires eut dévasté une partie du Soudan, et fait des dizaines de milliers de morts, c'est donc maintenant aussi sur le terrain yéménite que le combat se mène.

Armés par les États-Unis et d'autres pays impérialistes dont la France, disposant d'importantes ressources, l'Arabie saoudite, d'une part, les Émirats, d'autre part, estiment l'heure venue de se disputer la place de première puissance régionale, avec le sang des populations. En armant ces pyromanes régionaux, les pyromanes impérialistes ont contribué à allumer un conflit qui menace de s'étendre à toute la région et qu'ils sont bien incapables de le contrôler. Nul ne peut dire jusqu'où il ira, ni quelles alliances internatio-

nales choisiront les protagonistes dans un monde de plus en plus à feu et à sang.



GAZA

ONG interdites, la population le paiera

Depuis le 1er janvier, 37 ONG sont interdites d'exercer leur action humanitaire vitale à Gaza. Le gouvernement israélien, poursuivant la guerre aux Palestiniens par tous les moyens, leur a retiré leur accréditation.

Handicap international, Oxfam, Terre des hommes, Médecins sans frontières (MSF) et bien d'autres ont deux mois pour retirer leurs équipes et sont mis en demeure de fermer leurs bureaux à Jérusalem. Les autorités israéliennes prétendent depuis mars 2025 les obliger à se réenregistrer auprès du ministère de la Diaspora, et à présenter à cet effet la liste exhaustive de leurs employés, y compris palestiniens. Les risques sont tels pour ces derniers que les ONG ciblées refusent de se soumettre, d'autant que, même sans que leur identité ait été connue, 565 membres du personnel humanitaire ont été tués par des bombes ou des tirs israéliens depuis octobre 2023, selon des chiffres fournis par l'ONU.

Mais, surtout, comme le dénonce

un responsable de MSF, le prétexte administratif avancé par le gouvernement ne dissimule même pas son refus politique. En fait, Netanyahu et sa bande d'extrême droite exigent pour les accréditer que les ONG « *ne délégitiment pas l'État d'Israël, ne soutiennent pas le camp du boycott, etc.* » Plus clairement, elles sont taxées de soutenir « *des organisations terroristes* » quand elles sont juste indispensables à la survie des Gazaouis.

Car, après avoir ciblé, depuis plus d'un an, les employés de l'UNRWA et de ce fait quasiment bloqué l'entrée de nourriture, d'eau, de médicaments à Gaza, le pouvoir israélien va encore plus loin. Sur les quelque 2 300 lits d'hospitalisation existant encore dans l'enclave, 20 % sont par exemple gérés par les soignants de MSF, qui s'occupent aussi des accouchements, de la prise en charge des grands brûlés et acheminent des millions de litres d'eau.

Les habitants de Gaza sont réduits à une « non-vie », selon les mots d'un correspondant d'Orient XXI le

28 décembre, « *une existence consacrée à la recherche de nourriture, de boisson et de bois pour cuisiner et se chauffer, sans vêtements d'hiver, sans médicaments, sans logement, sans même une tente pour abriter leur famille* ».

Tandis que les obus et les bombes tuent encore à Gaza, malgré ce cessez-le-feu, l'État israélien, toujours soutenu par les grandes puissances, continue à semer la mort par la faim



Une révolte qui s'étend

Démarrée le 28 décembre par une grève des petits commerçants de Téhéran, une nouvelle vague de contestation du régime continue de s'étendre en Iran, touchant de nombreuses villes et entraînant des catégories sociales variées.

La réactivation en septembre des sanctions internationales contre l'Iran, en particulier l'embargo sur le pétrole, a accéléré la chute du rial, la monnaie iranienne, aggravant une inflation déjà supérieure à 50 %. Si les classes populaires, confrontées depuis longtemps aux difficultés pour se nourrir et payer leur loyer, aux pénuries d'eau ou de médicaments, aux coupures d'électricité, aux salaires payés en retard, sans parler de la corruption généralisée, sont touchées par cette hyperinflation, celle-ci frappe largement aussi la petite bourgeoisie, notamment les commerçants étranglés.

Très vite, la contestation s'est étendue aux étudiants mais surtout à des milieux populaires. Au slogan « Mort au dictateur » qui vise l'ayatollah Khamenei, se sont ajoutés « Nous n'avons pas peur car nous sommes tous ensemble » ou « Ni Gaza, ni le Liban, que ma vie soit sacrifiée pour l'Iran », pour dénoncer les coûteuses interventions militaires extérieures du

régime. Il semble que dans certaines villes, la police ait basculé du côté des manifestants.

Si les révoltes contre le régime se succèdent depuis des années, si les grèves ouvrières sont récurrentes, la nouveauté est cette fois-ci la participation de ceux qui forment le Bazar, et qui sont depuis 1979 l'un des piliers du régime des mollahs. Le Bazar mêle des bourgeois fortunés, disposant de multiples relais au sein de l'appareil d'État et de réseaux à l'étranger, y compris dans les pays occidentaux, à des petits commerçants pris entre le marteau et l'enclume. Conscient que la bascule de ces derniers représente une menace existentielle pour le régime, le président de la république Pezechkian a tenté de les amadouer, limogeant le directeur de la banque centrale et parlant de « *revendications légitimes* ». Il a promis le 4 janvier que chaque citoyen recevrait une prime équivalente à 6 euros par mois, le salaire moyen étant de 170 euros. Mais dans le même temps, il a fait donner sa police : près d'une trentaine de personnes auraient été tuées, sans compter les centaines d'arrestations.

Cette répression a servi de prétexte à Trump pour lancer aux dirigeants iraniens : « *Si vous tirez sur*

des manifestants, les États-Unis viendront à leur secours. Nous sommes prêts, armés et parés à intervenir. » Une intervention américaine en Iran est certes possible mais si elle avait lieu, une telle opération ne pourrait qu'apporter de nouveaux malheurs à la population iranienne, plongeant la région dans le chaos, l'instabilité.

Quant à la restauration de la monarchie, renversée en 1979 par la révolte populaire reprise en mains par les mollahs de Khomeiny, elle ne ferait que remplacer une dictature par une autre.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:
.....

Prénom :
.....

Adresse:
.....
.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576
Directeur de publication : Didier
Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

